

L'Arabie saoudite : quelle diplomatie religieuse ?

samedi 15 octobre 2016, par [Pierre CONESA](#), [Pierre VERLUISE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Pierre CONESA](#), [Pierre VERLUISE](#), **L'Arabie saoudite : quelle diplomatie religieuse ?**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 15 octobre 2016.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite est une mécanique soutenue par un système politique ; mue par un groupe religieux à ambition planétaire, les Oulémas ; et une idéologie. Jusqu'à ce jour, elle a très peu été étudiée comme système. Pierre Conesa jette un pavé dans la mare avec un nouvel ouvrage. Il répond aux questions de Pierre Verluise.

Pierre Conesa vient de publier, *Dr Saoud et Mr. Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite*, préface d'Hubert Védrine, Coll. Le monde comme il va, éd. Robert Laffont, 2016.

Pierre Verluise (P. V.) : Pourquoi le prosélytisme est-il dans l'ADN du régime saoudien ?

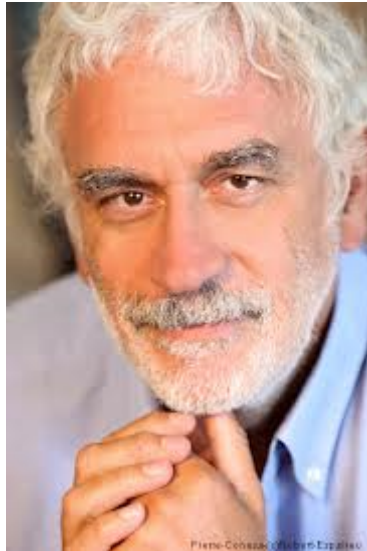
Pierre Conesa (P. C.) : Le triomphe de la famille des Al Saoud pour unifier la péninsule n'a été possible qu'avec l'appui de la famille des Al Cheikh, (celle de Abd al Wahhab). Celle-ci a légitimé la guerre des Saoud contre l'Empire Ottoman puis contre les autres tribus du Royaume en proclamant le djihad. Même la prise des Lieux Saints contre le Chérif de la Mecque, pourtant descendant du Prophète, a été ainsi justifiée. Le régime saoudien établi sur la double légitimité tribale et religieuse, est une vaste entreprise familiale à deux têtes aux intérêts intimement liés.

Les oulémas wahhabites considèrent, dès la naissance du royaume, que la mission même du nouveau pouvoir est de diffuser leur version de l'islam partout dans le monde. C'est une décision politique d'Abd al-Aziz Ibn Saoud qui supprime l'usage du terme « wahhabisme », pour le remplacer dans la terminologie officielle par celui de « salafisme ». Dès 1956, le prince et futur roi Faysal déclare officiellement que « l'islam [dans sa variable wahhabite exclusive évidemment] doit être au centre de la politique étrangère du Royaume ». Cinquante ans plus tard, ce principe est confirmé par l'article 23 de la Loi fondamentale promulguée en 1992 qui maintient le principe de la da'awa, c'est-à-dire l'obligation de propager l'islam : « L'État protège la foi islamique et applique la Charia islamique. L'État impose le bien et combat le mal ; il accomplit les devoirs auxquels l'appelle l'islam. » Et l'article 34 précise que : « La défense de la religion islamique, de la société et de la patrie est le devoir de chaque citoyen. »

Le souverain saoudien peut toujours promettre aux Occidentaux de limiter les aides financières versées à droite et à gauche à des groupes radicaux, mais certainement pas changer la nature de la diplomatie wahhabite et son prosélytisme international, toujours appuyé d'une manne financière quasi illimitée.

Mais les intérêts dynastiques de la famille Saoud amènent celle-ci à en appeler fréquemment à ses protecteurs occidentaux pour sauver la couronne. Chaque fois que le régime a appelé à l'aide les « mécréants » - les pires ennemis de ses Oulémas - il a sollicité de ces derniers, un soutien théologique qui lui est accordé grâce à une savante casuistique digne des meilleurs Jésuites catholiques. En échange, le Roi a concédé à ses religieux un pouvoir de plus en plus étendu pour régir la société d'une part, et en matière internationale, gérer la diplomatie

religieuse et décider qui il faut aider, comment gérer les grandes organisations islamistes, ou accueillir des étudiants étrangers dans ses universités islamiques. Plus le soutien des Oulémas au régime est clair et audacieux, plus les bienfaits royaux tombent.



Pierre Conesa. Droits réservés

Le djihad fait donc partie de la Geste nationale enseignée dans les écoles du royaume. C'est ce qui explique que les Saoudiens constituaient le contingent le plus nombreux de combattants étrangers en lutte contre l'armée Rouge en Afghanistan (5 000 personnes), des terroristes du 11 Septembre 2001 (15 des 19 membres), des prisonniers de Guantánamo (115 sur 611) et en 2016 des contingents nationaux étrangers de [l'État islamique \(Daech\) en Syrie et en Irak](#) avec 2 500 personnes.

Le souverain peut toujours promettre aux Occidentaux de limiter les aides financières versées à droite et à gauche à des groupes radicaux, mais certainement pas changer la nature de la diplomatie wahhabite et son prosélytisme international, toujours appuyé d'une manne financière quasi illimitée.

P. V. : Comment le wahhabisme a-t-il pu devenir un islam dominant ?

P. C. : Dans le monde, il y aurait environ 50 à 60 millions de salafistes, dont 20 à 30 millions [en Inde](#), 5 à 6 millions en Égypte, 27,5 millions au Bangladesh et 1,6 million au Soudan. Les communautés salafistes sont plus petites ailleurs : environ 10 000 en Tunisie, 17 000 au Maroc, 7 000 en Jordanie, [17 000 en France et 4 à 5 000 en Allemagne](#). Selon le service de renseignement intérieur allemand, **le salafisme est le mouvement islamique qui connaît la plus forte croissance dans le monde.**

De nombreux radicalismes religieux polluent aujourd'hui toutes les grandes religions monothéistes mais pas seulement : l'Hindouisme et le Bouddhisme en sont aussi affectés. Mais le salafisme est le seul à avoir bénéficié du soutien constant et très puissant d'un pays aux ressources aussi immenses que celles de l'Arabie saoudite.

P. V. : Quelles sont les grandes pages de l'histoire de la diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite et les mutations de ce soft power impensé ?

P. C. : La diplomatie religieuse wahhabite est marquée par différentes étapes qui chaque fois, ont accru le pouvoir des Oulémas.

Comme le constate Nabil Mouline dans son livre « les Clercs de l'Islam » (PUF, 2011) : « Contrairement aux autres pays arabes, l'islamisme saoudien n'est pas une réaction à la marginalisation de l'islam dans la sphère publique mais le résultat de la stratégie de légitimation nationale et internationale adoptée par la monarchie dans les années 1960, fondée sur l'islam et la solidarité islamique. »

L'arrivée des Frères musulmans pourchassés par Nasser dans les années 1950 et 1960, a apporté des cadres à l'Arabie saoudite qui en était dépourvue, mais elle aussi a apporté une idéologie que les oulémas salafistes n'avaient aucun moyen intellectuel de concevoir en matière d'organisation, de connaissance du monde, ou des grandes idéologies contemporaines... Si bien que le système de *soft power* saoudien est d'abord un système frériste que le pouvoir ne pourra contrôler qu'avec le temps et surtout en fonction des événements. La mixtion va progressivement donner naissance à une certaine « salafisation » des Frères et à la « frérisation » des wahhabites.

La charte de la Ligue islamique mondiale est explicite : « Nous, États membres, affirmons également notre conviction qu'il ne saurait y avoir de paix dans le monde sans l'application des principes de l'islam. » La LIM est présente dans 120 pays et contrôle environ 50 grands lieux de culte en Europe.

Le mouvement panislamiste se met en place à partir du combat contre le nassérisme, les Saoud créent d'abord le Congrès islamique mondial (1949 1952), et surtout la **Ligue islamique mondiale (LIM)** pour faire pièce à la Ligue arabe de Nasser (1962) qui depuis l'accession au pouvoir de Nasser en 1956, était une tribune du panarabisme. La même année, Faysal répond par l'islam comme axe de la politique étrangère du royaume. La Ligue islamique mondiale (LIM) est donc créée en 1962, en pleine « guerre froide arabe » à La Mecque, sous le statut d'ONG qui permet de n'y admettre que les associations « acceptables ». Les chiites en sont donc exclus. Ce statut fait qu'encore aujourd'hui, on ne sait rien de sa composition, de son financement et de son mode de fonctionnement. L'objectif de la LIM est plus ambigu que ne le laissent penser les documents présentés aux autorités occidentales. La charte de la LIM est explicite : « Nous, États membres, affirmons également notre conviction qu'il ne saurait y avoir de paix dans le monde sans l'application des principes de l'islam. » La LIM est présente dans 120 pays et contrôle environ 50 grands lieux de culte en Europe. Elle joue un rôle consulaire dans les pays où Riyad n'a pas d'ambassade, et parfois se substitue à la diplomatie officielle. Elle ouvre par exemple un bureau à Pékin, avant que le Royaume n'entretienne des relations diplomatiques avec la Chine, ou réclame l'indépendance de Djibouti, alors territoire français d'outre-mer.

Basée à La Mecque, son secrétaire général doit être saoudien. La Ligue, qui craint d'être

soupçonnée de [favoriser le terrorisme](#), a fait le ménage dans ses mosquées en Belgique, en France, en Espagne et en Suisse et des collaborateurs ont été remerciés. Bien que le régime affiche l'indépendance de l'organisation, depuis 1993 une loi stipule que tous les fonds humanitaires musulmans doivent être placés sous le contrôle d'un prince. Le personnel diplomatique saoudien en poste à l'étranger exerce des fonctions de contrôle religieux sur les mosquées gérées par elle. Les conseils de direction de la LIM et de ses filiales sont toutes coiffées par un officiel saoudien. Le grand mufti, qui est également membre du cabinet du roi, préside le Conseil représentatif de la Ligue islamique mondiale. Le ministre des Affaires islamiques préside le secrétariat exécutif de la Ligue de la jeunesse (WAMY) et le conseil d'administration de la fondation al-Haramain. Des périodiques saoudiens détaillent assez régulièrement les dons de la famille royale à ces trois organisations.

À l'époque du Nassérisme, la rivalité se joue aussi sur le terrain théologique : l'université égyptienne d'al-Azhar présente le régime saoudien comme le soutien des États-Unis au détriment des intérêts arabes et en profite pour diffuser une version de l'islam très critique du wahhabisme. Pour y répondre, le royaume crée l'Université islamique de Médine (1961), pour laquelle on vient débaucher des étudiants du Caire, en offrant des bourses et des conditions d'études dans équivalent.

La guerre des Six Jours (5-10 juin 1967) marque la mort du socialisme arabe et la guerre de 1973 donne à l'Arabie saoudite à la fois un rôle stratégique sur le marché énergétique et en même temps les moyens financiers de sa diplomatie religieuse.

1979 est un véritable polytraumatisme pour Riyad. Le régime se sortira de ces multiples crises en employant toujours la même recette : « Toujours plus de religion ».

Mais [l'année 1979 est une *annus horribilis*](#), un véritable polytraumatisme pour Riyad : en février 1979, l'ayatollah Khomeyni fait triompher la révolution chiite à Téhéran ; les Ikhwân, les membres les plus radicaux des tribus qui avaient aidé à la prise de pouvoir des Saoud, attaquent et occupent la Grande Mosquée de La Mecque en novembre 1979 ; et en décembre 1979, les communistes appuyés par l'armée Rouge s'installent à Kaboul. Les religieux qui prennent le pouvoir à Téhéran sont un véritable cauchemar pour Riyad. D'abord parce que [les Chiites redeviennent acteurs de l'histoire et ensuite parce que les Mollahs veulent propager un islam « révolutionnaire » chez les « musulmans opprimés » pour les inciter à ne pas se soumettre à la tyrannie, à ne pas accepter l'injustice, à se dresser contre les ennemis de Dieu et contre leurs propres dirigeants si cela est nécessaire](#). L'Arabie saoudite apprécie peu ce type de discours, parce que ni le comportement personnel ni la gestion politique de ses dirigeants ne sont particulièrement exemplaires. Le chiisme va devenir progressivement l'ennemi désigné de la diplomatie religieuse saoudienne en lieu et place du nationalisme arabe et constitue encore en 2016 la cible principale de l'action diplomatique saoudienne.

Le régime se sortira de ces multiples crises en employant toujours la même recette : « Toujours plus de religion ». Pour calmer la pression fondamentaliste et la hiérarchie religieuse qui avait rendu un grand service au régime, une police des mœurs, un « Comité pour la prévention du vice et la propagation de la vertu » et la Muttawa, police religieuse

rattachée au roi depuis 1976, sont définitivement institutionnalisés par décret royal en 1980. Leur chef obtient le rang de ministre et les mesures d'interdictions tombent : les nouvelles technologies sont encadrées ; les quatre cinémas de Djeddah sont fermés ; interdiction est faite de célébrer sur la totalité du territoire les fêtes de Noël, de la Saint-Valentin, ou d'Halloween ; l'islamisation des enseignements est confiée aux oulémas ; la fermeture des magasins durant les heures de prière est sévèrement contrôlée par la police religieuse, et enfin les chansons de la très populaire chanteuse libanaise Fairouz sont bannies de la télévision. Des magasins de vidéos sont fermés, et plus tard même les téléphones portables dotés d'appareil photo seront interdits.

[L'Arabie saoudite](#) a constitué avec le temps une industrie idéologique, enfant bâtard entre le savant *Soft power* à l'américaine et le savoir-faire propagandiste du système communiste. La diplomatie religieuse, incitée sans être totalement contrôlée, au plus haut niveau de l'Etat, associe action publique et fondations privées, déterminant qui il faut aider, sanctionner, ou exclure. Par sa diversité et sa complexité, le système saoudien est comparable au système américain : organisations internationales, financement et créations de madrasas gratuites avec livres, nourriture et imams payés dans toute la planète, grandes fondations privées aux immenses moyens pratiquant exactement la même politique que le régime, ONG « humanitaires », politique de bourses pour attirer vers les Universités islamiques du royaume les meilleurs élèves des madrasas étrangères, media planétaires.... Mais il est également un héritier du système communiste par son idéologie totalitaire inoxydable et son corps de commissaires politiques, corps de missionnaires de toutes origines, formés dans ses universités principalement celle de Médine, ce qu'en d'autres endroits on aurait appelé « l'Université Lumumba ». On peut chiffrer entre 25 000 et 30 000 le nombre de boursiers étrangers venus de 160 nationalités, passés par les universités islamiques saoudiennes en une trentaine d'années. Riyad continue à payer des salaires à certains d'entre eux repartis faire de la prédication dans leur propre pays. La publication par Wikileaks de plus de 60 000 documents diplomatiques saoudiens a donné accès à l'intérieur de ce système très opaque. La Ligue Islamique Mondiale a parfaitement su s'adapter aux contextes locaux en ouvrant madrasas gratuites, bibliothèques, dispensaires dans les pays pauvres ; et dans les pays développés, financement de mosquées (avec imams inclus). En réclamant une identité islamique dotée de ses tribunaux islamiques et écoles coraniques dans les pays communautaristes, ou en dénonçant la législation « discriminatrice » ou « islamophobe » des pays laïques comme la France, la Ligue a décliné des stratégies différenciées à l'appui de la diplomatie religieuse du pays.

Le régime, le plus intolérant de la planète, se paye même le luxe de jouer un rôle actif dans le dialogue inter-religieux en créant le *King Abdullah Bin Abdulaziz International Center for Interreligious and Intercultural Dialogue*, organisation internationale reconnue par l'ONU à Vienne. C'est une diplomatie sans visage. La diplomatie religieuse de [l'Arabie saoudite](#) est une mécanique soutenue par un système politique ; mue par un groupe religieux à ambition planétaire, les Oulémas ; et une idéologie. C'est peut-être pourquoi elle a si peu été étudiée comme système. Pourtant il ressort de nos estimations, que Riyad a dépensé autant d'argent pour sa diplomatie religieuse que pour ses achats d'armement sur les dernières décennies.

P. V. : Wahhabisme et salafisme, quelles différences ? En quoi l'Arabie saoudite serait-elle un Docteur Jekyll dépassé par son double Mister Hyde ?

« Le wahhabisme est la forme musulmane du totalitarisme religieux », comme me le disait un théologien musulman français. Un autre théologien musulman français a très clairement et très simplement défini le salafisme et/ ou le wahhabisme en me disant « c'est la version la plus raciste, la plus antisémite, la plus homophobe, la plus misogyne, et la plus sectaire de l'histoire ». Il faut remarquer que ces deux théologiens de même que la grande masse des personnes interviewées par l'auteur ont demandé l'anonymat. L'avantage de cette définition par les idées politiques et non par les grands textes théologiques, clarifie considérablement la comparaison. En effet, les deux conceptions de l'Islam sont totalement semblables sur tous les points énoncés plus haut. Les études faites sur les manuels scolaires saoudiens et sur le programme des écoles coraniques ouvertes avec l'aide de la Ligue Islamique mondiale forment les enfants dans cette idéologie totalitaire et raciste qui excluent l'Autre.

Les principes théologiques sont simplifiés à l'extrême : unicité de Dieu ; refus de toute autre école juridique et de tout œcuménisme et l'islam enseigné se résume à des règles comportementales plutôt que par sa spiritualité. Les salafistes, très ritualistes, sont très soucieux de se différencier par leurs gestuelles quotidiennes : toujours utiliser trois doigts pour manger, boire l'eau en trois temps avec la main droite au repas, ne pas souffler sur le thé pour le refroidir, se servir de la main droite quand on est assis La querelle des « bras croisés » pendant la prière, qui a un temps déchiré la communauté musulmane de Côte d'Ivoire, illustre ce rigorisme. Elle opposait ceux qui priaient les bras croisés sur la poitrine et ceux qui priaient les bras étendus, chacun prétendant mieux connaître les habitudes du Prophète. Mais, à l'instar de la querelle sur le sexe des anges qui déchira l'Empire byzantin, le débat reste ouvert à ce jour.

Dans les deux camps, l'attaque contre les autres pratiques de l'islam est constante.

Pour les salafistes quiétistes ou djihadistes, les chiites doivent être simplement massacrés sans jugement comme dans l'État islamique.

Les chiites sont regardés comme l'ennemi intérieur, la « cinquième colonne », en Arabie saoudite objet d'une authentique ségrégation légale avec poussées de fièvre régulières violemment réprimées. Dès le premier congrès panislamiste convoqué par Ibn Saoud en 1928, 800 oulémas wahhabites déclarent : « Nous avons demandé à l'imam (le roi) d'exiger des chiites qu'ils fassent allégeance à l'islam, de leur interdire l'observation publique de leurs rituels falsifiés... de pratiquer les cinq prières quotidiennes dans les mosquées sous la présidence d'imams sunnites... » Certains oulémas wahhabites ont publié des pamphlets anti-chiites proches des grands écrits antisémites du régime nazi ou hutus du Rwanda préparant des génocides. Nasir al-Umar, dans son essai « Situation de ceux qui rejettent en terre du monothéisme », explique comment identifier un chiite dans le monde des affaires, de l'éducation ou l'administration, expliquant qu'ils prennent le contrôle des secteurs clés, et qu'ils sont un danger pour la nation saoudienne.

Pour les salafistes quiétistes ou djihadistes, les chiites doivent être simplement massacrés sans jugement comme dans l'État islamique.

Deux nuances existent cependant entre Wahhabisme et salafisme : d'abord si tous réclament l'Oumma, l'union de tous les musulmans (sunnites), Riyad exclut d'accorder la nationalité saoudienne y compris aux stagiaires de l'Université de Médine. Ceux-ci s'engagent dans leur contrat de bourse à retourner au pays pour y faire de la prédication.

Seconde distinction entre Daech et Riyad, les oulémas saoudiens expliquent clairement que la violence terroriste ne doit pas être tournée contre le régime des Saoud. Ce « touche pas à mon prince » est la base du wahhabisme « quiétiste » qui ressemble étrangement au salafisme djihadiste dans ses fondements idéologiques. Penser comme le font certains que le salafisme quiétiste est « apolitique » parce qu'il ne se présente pas aux élections, est une erreur étonnante. Quand on propage des idées aussi totalitaires, on fait de la politique. Les salafistes pensent que le pouvoir finira par la volonté de Dieu par leur tomber entre les mains et que de toute façon, la loi des hommes ne peut dépasser la loi de Dieu. Donc à quoi bon faire de la politique ?

L'Arabie saoudite a propagé une pratique de l'Islam totalitaire sur laquelle les Occidentaux ont fermé les yeux pendant la Guerre froide puisque des ennemis de l'URSS, surtout tenant d'une religiosité militante, ne pouvaient qu'être des Alliés.

On avait constaté lors de la Guerre du Golfe (1990-1991) que Ben Laden avait critiqué la dynastie pour avoir appelé à l'aide les Américains au lieu de s'appuyer sur les anciens d'Afghanistan. La rupture entre salafistes djihadistes et wahhabites légitimistes n'a fait que s'accroître avec le temps comme on le constate aujourd'hui avec Daech, produit dérivé de la diplomatie religieuse de Riyad. Al Baghdadi se proclame calife donc commandeur des croyants, reprend le nom du premier calife Abu Bakr pour renouer avec l'âge d'Or de l'Islam, s'affilie aux Qouraysh, la tribu du Prophète affichant ainsi l'absence de légitimité des Saoud à défendre les sunnites et à gérer les Lieux Saints. Une fois de plus les Occidentaux sont en train de sauver la dynastie en se battant seuls contre Daech puisque toutes les forces arabes du début sont parties bombarder les chiites au Yémen.

P. V. : Pourquoi l'Arabie saoudite a-t-elle jusqu'ici profité d'un si long silence sur ses zones d'ombres ?

P. C. : La question est d'autant plus légitime que la diplomatie religieuse saoudienne est planétaire et qu'il devrait s'agir d'un objet d'étude de relations internationales, ce qu'elle n'est pas à cette heure. Le *soft power* saoudien suscite le respect : elle est parvenue à rester en dessous des radars académiques. Pourtant les moyens notamment financiers mis en œuvre (6 à 7 milliards \$ par an soit autant que les achats d'armement du pays) en font un acteur largement mieux doté que la propagande soviétique à sa belle époque (2 milliards \$ par an).

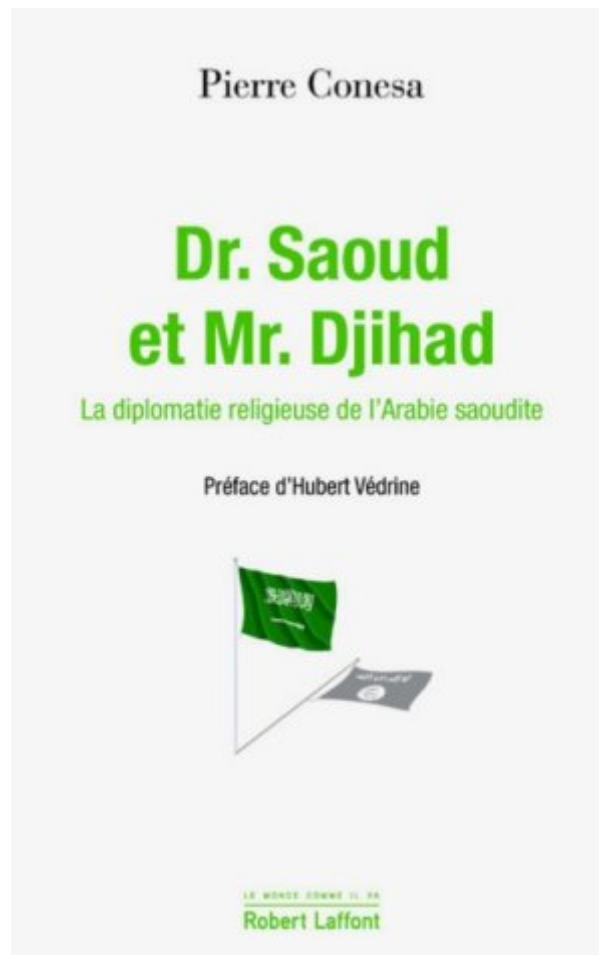
Il semblait inutile aux Occidentaux de différencier le régime saoudien, richissime client mais nain géopolitique, de sa diplomatie religieuse quand celle-ci faisant obstacle au communisme ou au socialisme arabe, ne posait pas de problèmes.

Le plus préoccupant est probablement le fait qu'aujourd'hui le salafisme s'est propagé en Occident en se ghettoïsant dans certains quartiers de grandes villes, par exemple en Belgique à Molenbeek.

Pourtant l'action saoudienne en Afghanistan aurait dû alerter car elle est particulièrement significative à la fois du but réel recherché par Riyad et de la myopie occidentale. Le 27 décembre 1979, l'invasion des troupes soviétiques fait renaître l'idée du « bon djihad » comme solidarité armée pour défendre les terres d'islam envahies : près de 15 000 jeunes Saoudiens souhaitent aller en Afghanistan, 5 000 environ rejoindront les camps d'entraînement du Pakistan, et environ 2 500 passeront la frontière. Les États-Unis sont tellement enthousiastes devant cette mobilisation qu'ils utilisent leurs propres oeuvres caritatives pour soutenir ces « combattants de la liberté ». Une ONG américaine, *American Friends of Afghanistan*, en fait dirigée par le gouvernement américain, subventionne alors un magazine appelé « *Afghan Jihad* ». Pourtant leur cause n'est pas si claire. Le chef de file des volontaires arabes Abd Allah Azzam, cheikh palestinien, et maître à penser de Ben Laden, avait personnellement enseigné à l'université de Djedda. Au début des années 1980, il s'installe à l'université islamique internationale d'Islamabad, construite avec des fonds saoudiens. En 1984, il part vers Peshawar, près de la frontière afghane, pour fonder le Bureau de recrutement. Pour lui, le djihad est le sixième pilier de l'islam, une obligation morale individuelle pour tous les musulmans qui ne suppose plus une validation préalable des autorités religieuses. Il affirme même que l'Afghanistan n'est qu'un début : « Ce devoir ne prendra pas fin avec la victoire en Afghanistan mais restera une obligation individuelle jusqu'à ce que toutes les autres terres jadis musulmanes reviennent, en Palestine, à Boukhara, au Liban, au Tchad, en Érythrée, en Somalie, aux Philippines, en Birmanie, au Sud-Yémen, à Tachkent et en Andalousie. » Les services saoudiens qui gèrent l'aide américaine orientent celle-ci vers les plus radicaux des mouvements afghans (Abdul Rasul Sayyaf, Gulbuddin Hekmatyar). Avec l'aide du Maréchal Zia alors au pouvoir à Islamabad, les 4 milliards de dollars que Riyad dépense pour soutenir les moudjahidines sont utilisés également pour implanter des madrasas wahhabites destinées aux jeunes Afghans réfugiés dans la zone tribale du Pakistan. Les madrasas de l'école de pensée déobandi originaire du sous-continent indien, doivent faire de la place aux madrasas d'Arabie saoudite. Il en sortira les talibans (étudiants en théologie islamique) sorte de présérie de Daech, dont Riyad reconnaît immédiatement le nouveau régime en même temps que le Pakistan et les Émirats arabes unis.

Le plus préoccupant est probablement le fait qu'aujourd'hui le salafisme s'est propagé en Occident en se ghettoisant dans certains quartiers de grandes villes. Le cas de Molenbeek a été largement médiatisé récemment. Le nom de cette commune de 100 000 habitants, l'une des dix-neuf que compte Bruxelles, apparaît dans un nombre impressionnant d'affaires terroristes : base arrière des réseaux GIA des attentats de Paris (1995) ; lieu de vie d'Abdessatar Dahmane, l'un des deux assassins du commandant Massoud le 9 septembre 2001 ; d'Hassan al-Haski, un des commanditaires de l'attentat de 2004 à Madrid (191 morts), mais aussi de Mehdi Nemmouche, auteur de la tuerie au musée juif de Bruxelles qui y a vécu plus de six semaines avant de passer à l'acte (mai 2014) ; d'Abbaoud, le cerveau de la cellule de Verviers qui s'apprêtait à assassiner des policiers en Belgique (janvier 2015) ; de quatre exécutants des attentats de Paris (7, 8 et 9 janvier 2015) et de leur commanditaire présumé ; Coulibaly, un des auteurs de l'attaque de *Charlie Hebdo*, y avait trouvé des armes ; Ayoub al-Khazzabi, terroriste du Thalys d'août 2015 y vivait, et, enfin, ultime planque de Salah Abdeslam et de ses complices dans les attentats de Bruxelles. Molenbeek, 90 000 habitants, compte 19 mosquées. [Peut-on espérer une aide des Oulémas saoudiens pour contrer cette influence ? Peut-t-on considérer que Riayd est un partenaire pour lutte contre Daech ?](#) Les deux points sont très douteux.

. **Pierre Conesa, Dr Saoud et Mr. Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite, préface d'Hubert Védrine, Coll. Le monde comme il va, éd. Robert Laffont, 2016.**



4e de couverture

Une étude exceptionnelle sur les dessous du royaume le plus puissant et le plus secret au monde.

La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite constitue un étrange trou noir dans l'analyse du radicalisme qui affecte l'islam aujourd'hui. Pourquoi le salafisme, mouvance la plus intolérante et sectaire de l'islam, est-il devenu si conquérant ? Parce que parmi tous les radicalismes religieux qui pourrissent la planète, il est le seul à bénéficier d'un appui constant de la part d'un pays doté d'immenses moyens : le royaume saoudien.

Cette étude, dont les collaborateurs ont souhaité conserver l'anonymat, révèle comment ce royaume aux deux visages, celui conciliant de la dynastie Saoud et celui plus agressif du salafisme, propagandiste du djihad, a depuis des décennies développé une stratégie religieuse pour conquérir la communauté musulmane, mais aussi l'Occident, sans apparaître comme un

ennemi grâce à un soft power original, hybride des systèmes américain et soviétique. Aujourd'hui, ce pays longtemps protégé se retrouve menacé sur son propre territoire par le salafisme djihadiste qu'il a propagé ailleurs.

Voir le livre de [Pierre Conesa, Dr Saoud et Mr. Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite, préface d'Hubert Védrine, Coll. Le monde comme il va, sur le site des éd. Robert Laffont.](#)

P.-S.

Pierre Conesa, agrégé d'histoire et ancien élève de l'ENA, fut membre du Comité de réflexion stratégique du ministère de la Défense. Enseignant à Sciences-Po, il écrit régulièrement dans "Le Monde diplomatique" et diverses revues de relations internationales. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique auquel est adossé le Diploweb.com. Pierre Verluise, Docteur en Géopolitique, est Directeur du Diploweb.com.